La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois	16 fr.	Six mois	22 fr.
Un an	30 fr.	Un an	40 fr.

ADMINISTRATION & RÉDACTION
96, Quai Jemmapes, 96
Paris-X*.
Chèque Postal : *Révolution Prolétarienne* 734-99

TROISIEME ANNEE — N° 25
1er Janvier 1927
Prix du numéro 1 50
(Extérieur : 2 fr.)

SOMMAIRE

1927, année de lutte

Le prix de la vie n'a pas encore baissé, l'indice des prix de détail à Paris était encore de 4 points plus élevé fin novembre que fin octobre (628 contre 624), et voilà que la bourgeoisie commence déjà sa « préparation morale » pour la baisse des salaires. La baisse des prix de gros, déclare-t-elle, ne lui permet plus de lutter contre la concurrence étrangère, si les salaires ne sont point réduits.

Il ne faut point en effet se faire d'illusions. 1927 va être pour la bourgeoisie française une année de grande offensive. Profitant de la crise économique que revalorisation et stabilisation auront ouvertes, et du chômage qui en sera la conséquence, la bourgeoisie fera tous ses efforts pour abaisser le niveau de vie du prolétariat, et augmenter d'autant ses profits.

Dans cette lutte, le prolétariat français ne pourra, certes, profiter de circonstances matérielles aussi favorables que celles dont il eût profité ces années dernières, alors que la baisse du franc permettait une activité industrielle intense, alors qu'il n'existait pas un seul chômeur, et que même, en bien des points, malgré l'apport de Polonais, de Tchèques, d'Italiens, d'Arabes, etc., les industriels réduisaient leur production par manque de main-d'œuvre.

Mais ce serait une lamentable erreur que de considérer uniquement les facteurs matériels, et sous prétexte que ceux-ci sont défavorables, tendre le dos à tous les coups que la bourgeoisie voudra porter. Car à côté des facteurs matériels, il y a les facteurs moraux. Quelques années avant la guerre, un professeur de l'Ecole de Guerre disait, avec raison, « à la bataille les facteurs moraux ne sont pas les plus importants, *ils sont les seuls* qui comptent. Les facteurs matériels n'interviennent que dans la mesure où ils agissent sur les facteurs moraux ». Dans cette bataille qu'est la lutte de classes, cela est bien plus vrai encore.

Or, si les facteurs matériels seront moins favorables dans la période qui vient qu'ils ne l'ont été dans celle qui se termine, les facteurs moraux en revanche seront plus favorables. La classe ouvrière montre en effet toujours beaucoup plus d'énergie pour défendre sa situation acquise, le niveau de vie auquel elle est parvenue, que pour en conquérir de plus élevés. Habitué à certaines conditions de vie, le travailleur n'éprouve pas un besoin violent, absolu, d'en acquérir de nouvelles, qu'il ignore; au contraire, s'il doit abandonner celles auxquelles il est déjà habitué, pour être rejeté dans des pires, tout son être se rebelle. Sa volonté de vaincre est infiniment plus forte pour conserver ce qu'il a que pour acquérir ce qu'il n'a pas.

C'est d'ailleurs cette absence d'une forte volonté

pour la conquête qui explique pour une part que la classe ouvrière française n'ait pas profité plus largement des conditions matérielles extrêmement favorables de ces dernières années pour obtenir de réelles augmentations de salaires et des diminutions de la durée du travail. Pour se défendre, la classe ouvrière fera certainement montre d'une beaucoup plus grande volonté.

D'autre part il est également inexact de penser que de l'autre côté de la barricade les facteurs économiques sont seuls considérés.

Certes, en temps de crise, quand les commandes n'arrivent plus ou n'arrivent guère, le patron n'est pas fâché qu'une grève l'oblige à fermer ses usines; pendant ce temps là les stocks ne s'augmenteront pas, au contraire ils s'écouleront, le marché s'en trouvera désencombré, ce qui tendra à faire remonter les prix; le moment venu le patron ne sera d'ailleurs pas outre mesure gêné pour reprendre sa fabrication, l'existence d'un grand nombre de chômeurs pouvant lui permettre facilement de remplacer, à salaires réduits, son ancien personnel. Mais la bourgeoisie sait que toute grève comporte des conséquences sociales, que la grève n'est point une simple discussion économique analogue à celles qui mettent aux prises vendeurs et acheteurs, mais qu'elle est un fait politique, qu'elle est l'épisode essentiel de la guerre de classes, qu'elle n'est qu'un avant-coureur de la Révolution sociale. Or ce caractère révolutionnaire de la grève est d'autant plus marqué que l'on est davantage en période de dépression économique. Lorsqu'il y a du travail pour tout le monde, lorsque sur des bénéfices en accroissement la bourgeoisie peut facilement, sans diminution de son profit, maintenir, et même, en cas de nécessité, élever les conditions de vie du travailleur, il n'y a qu'un minimum de chances pour que celui-ci parte à l'assaut de la bourgeoisie, mais, lorsqu'il y a une armée de chômeurs, qu'aucun prolétaire n'est sûr du lendemain, que même ceux qui ont de l'ouvrage voient leur sort empirer chaque jour, le passage de la grève à la Révolution est beaucoup plus possible : si donc les conséquences économiques de la grève, en période de dépression économique, ne sont point très à redouter pour la bourgeoisie, ses conséquences sociales le sont. La bourgeoisie française s'en aperçoit d'ailleurs dès maintenant ; ses porte-parole, tout en déclarant qu'une diminution des salaires est inévitable, ne cachent pas en effet leur crainte des « troubles sociaux » qu'amènera avec elle la stabilisation de la monnaie.

Dans la bataille qui va commencer, le prolétariat français ne peut donc point compter pour être vainqueur sur les facteurs économiques, sur le manque à gagner que la bourgeoisie subirait durant qu'il se croiserait les bras, il ne peut compter que sur la peur que la bourgeoisie aura de la Révolution. Dès lors, si les grèves se déroulent « dans le calme », si elles sont menées à l'allemande, les grévistes restant tranquillement chez eux, ou n'en sortant que pour aller toucher le secours syndical, c'en sera fait, la classe ouvrière française sortira vaincue de la lutte, comme le fut ces dernières années celle des pays de l'Europe Centrale, elle devra retourner aux salaires misérables et aux interminables journées de travail d'il y a vingt-cinq ans. Mais si la classe ouvrière française retrouve ses vieilles traditions, si elle conduit ces grèves à la française, avec vigueur, meetings, manifestations dans la rue, etc., c'est la bourgeoisie qui cèdera, car elle préférera voir réduire ses profits plutôt que de les voir totalement supprimer. L'exemple de 1922 ne doit point être oublié. La situation alors était en petit ce qu'elle va être en grand demain. Profitant de la crise mondiale de 1921 et prétextant de la baisse du coût de la vie qui avait suivi, le patronat français lança une offensive de grande envergure pour la réduction des salaires. A cette offensive le prolétariat français sut opposer une « digue », selon l'expression de Monatte à l'époque. Il y parvint, malgré les circonstances économiques défavorables, par des grèves amples et vigoureuses dont celle du Havre fut le prototype. Aujourd'hui, comme il y a quatre ans, la « digue » pourra être construite, mais il faudra employer les mêmes moyens.

R. LOUZON.

ENCORE EXCOMMUNIÉS !

Il y avait longtemps que nous n'avions été excommuniés et que la *Révolution Prolétarienne* n'avait été traitée de publication contre-révolutionnaire par les dirigeants du Parti communiste.

Le Parti a multiplié les essais de revues et de publications de toute sorte; il a eu beau transformer et retransformer ses *Cahiers du bolchévisme*, il n'a pu leur trouver des lecteurs. Aucune de ces publications n'a pu vivre de ses propres ressources; de grosses subventions leur ont été nécessaires.

Les dirigeants du Parti en ont déduit que la *Révolution Prolétarienne* devait être logée à la même enseigne, qu'elle devait être subventionnée, elle aussi. Par qui ? Par Trotsky et par l'opposition russe.

Un membre du Comité central du Parti communiste disait récemment à l'un de nos amis de Saint-Etienne que le Parti tordrait le cou à la *Révolution Prolétarienne* quand il le voudrait. Comment ? En mettant Trotsky en demeure de cesser de nous subventionner.

Nous avons bien ri de cette histoire, au « noyau ». Nous ne supposions pas alors qu'elle était prise au sérieux par les dirigeants du Parti français et de l'Internationale.

Nous sommes heureux de leur apprendre publiquement comment nous avons pu faire vivre la *R. P.* pendant deux années et par quels moyens nous comptons lui assurer longue vie. Puisse cette recette leur être profitable.

Nous avons fait vivre la *R. P.* en ne prélevant pas le moindre sou pour le travail de rédaction et d'administration qu'elle comporte. Cela n'aurait pas suffi, les frais d'impression et de poste étant élevés, des camarades y sont allés de leur argent, ils ont payé leur abonnement cent francs, d'aucuns, mille francs. En 1926, les abonnés de soutien ont même été invités à doubler leur versement. C'est ainsi que nous avons réussi à faire vivre la *R. P.*, sans la moindre subvention extérieure, pas plus de Trotsky que de l'opposition russe.

Nous savons que nous n'avons pas de lecteur plus attaché que le secrétaire du Parti lui-même, Semard en personne. Un camarade du Parti nous faisait dernièrement ce reproche bizarre : « En dénonçant mois par mois les fautes du Parti, vous permettez à Semard de les réparer ou de les masquer. Si la *R. P.* n'existait pas, il y a longtemps que la direction du Parti serait engloutie sous l'amas de ses fautes. Ce camarade avait peut-être raison. Mais nous n'avons pas tort. Nous avons, du dehors, obligé le Parti à réparer beaucoup de fautes; nous l'avons empêché d'en commettre davantage encore. Nous ne demandons pas à Semard de nous en savoir gré. Nous ne l'avons fait ni pour lui, ni pour le Parti; nous l'avons fait dans l'intérêt du mouvement ouvrier que nous n'entendons pas laisser saboter.

S'il est des hommes qui font et qui ont fait un travail contre-révolutionnaire, ce sont ceux qui ont saboté leur propre parti, qui ont ruiné l'idée merveilleuse des cellules d'usines, qui sont passés du putschisme à la politicaillerie social-démocrate, qui ont gâché et pourri une génération de militants, qui ont saboté le mouvement syndical et compromis le rétablissement de l'unité syndicale.

Et ce sont les mêmes hommes qui se permettent de nous excommunier. — P. M.

LA COLONISATION DES SYNDICATS

Le scandale de la « direction unique »

II

Il ne fait maintenant de doute pour personne que les Syndicats unitaires ont été mis devant le fait accompli de la « direction unique », qu'elle a été réalisée sans qu'on ait daigné les consulter. On s'est passé de leur avis en cette occasion comme en celle de l'inclusion de la dictature du prolétariat dans les statuts confédéraux.

Dénoncer les libertés abusives que prennent les « Syndicalistes professionnels », cela constitue, paraît-il, un odieux travail de tendance. Par contre, ce n'est pas faire du travail de tendance que d'instaurer la direction unique, de l'appliquer, de la développer, d'accrocher l'enseigne communiste sur la C. G. T. U.

Les protestataires devraient comprendre qu'ils doivent cesser leurs protestations. Ne se sont-ils pas soulagé le cœur ? Que leur faut-il de plus ? Quant aux falsificateurs de statuts et aux chambardeurs de la maison confédérale, de plus en plus muets mais nullement repentants, qu'on les laisse donc maçonner solidement ce qu'ils ont établi par surprise.

En 1922, quand les anarchistes voulurent faire, de leur point de vue, ce que les communistes font, du leur, en 1926, il était légitime de protester avec vigueur, de réclamer la maison habitable pour toutes les tendances et d'appeler les syndicats à ne pas tolérer cette installation de l'esprit de secte. Ce qui était alors un crime de la part des anarchistes n'est donc plus un crime de la part des communistes ?

Il le semble bien pour beaucoup de communistes. Cela se comprendrait des tout jeunes, qui qui n'ont pas eu à lutter en 1922 pour remettre la C. G. T. U. sur la bonne voie et qui n'ont pas prononcé alors des paroles qui restent. Le mouvement ne va pas si vite que ce qui était juste en 1922 soit devenu faux en 1926, mais même des jeunes, après tout, cela se comprendrait mal, car ils se réclament du syndicalisme de masse, n'est-ce-pas ?

Le syndicalisme de masse ne serait-il qu'un bateau ?

Reprenons ces déclarations de Monmousseau au Congrès fédéral de l'Alimentation de 1925, que j'ai rappelées dans la première partie de cette étude (1).

Pour toute victoire prolétarienne, si limitée soit-elle, il faut deux conditions :

1° *Un Parti communiste fort;*

2° *Un Parti communiste qui conduise les masses par le canal d'une organisation syndicale forte.*

Il va fort, Monmousseau ! Si fort que je n'ai pas trouvé encore un communiste, si ortho soit-il, qui puisse lire cette recette pour obtenir une victoire révolutionnaire sans être estomaqué.

Généralement, l'interprète d'une organisation est porté à grandir le rôle de cette organisation. Monmousseau ne tombe pas dans ce travers. Il tombe dans le travers opposé. Au lieu de grandir le rôle de la C. G. T. U., il le rapetisse. On serait curieux d'apprendre quelle tâche il lui laisse.

On voit tout ce qu'il attend du parti. Il le place résolument en tête. Il lui donne la mission de conduire les masses et les Syndicats. On n'aperçoit pas ce qu'il attend de l'organisation syndicale. N'aurait-il plus confiance en elle ? Ce secrétaire de la C. G. T. U. croirait-il son organisation incapable de se conduire elle-même, de trouver seule le bon chemin ? Ses déclarations ne peuvent signifier que ce manque de confiance absolu dans les Syndicats.

Que devient dans tout cela le syndicalisme de masse dont on a plein la bouche ? Est-il possible de le réaliser, tout en diminuant son rôle et en pensant que le parti seul compte et que les Syndicats doivent lui être subordonnés, puisqu'ils doivent être conduits par lui.

En réalité, on travaille à réaliser un syndicalisme de secte communiste qui ne pourra jamais être un syndicalisme de masse. J'examinerai plus loin l'une des conditions indispensables pour la réalisation du syndicalisme de masse, le rétablissement de l'unité, mais il en est une autre, qui regarde plus spécialement la C. G. T. U. et les Syndicats unitaires, c'est la possibilité pour les tendances autres que la tendance communiste de parti de ne s'y pas sentir brimées. Hier, les anarchistes ont voulu brimer les communistes. Aujourd'hui, ce sont les communistes qui briment tout ce qui n'est pas eux.

Haro sur quiconque n'est pas dans la ligne du Parti ! Avant-hier c'était le secrétariat féminin syndical qui était confié à des mains inexpertes plutôt que de le remettre à Juliette Largeois, désignée par ses camarades de la Commission féminine. Hier, c'était la majorité du Syndicat du Tonneau qui déclarait qu'elle ne tolérerait pas l'organisation d'une minorité susceptible de devenir à son tour majorité. Le droit pour les tendances de s'organiser c'était bon au Congrès de Bourges pour faire admettre le droit des communistes à s'organiser. Ce droit reconnu, on s'empresse de le refuser aux autres tendances. Hier, encore c'était Gaillard, un secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, qui déclarait que « les Jeunesses communistes deviennent de plus en plus dans les Syndicats l'organisation officielle de la jeunesse ouvrière » (*Humanité* du 17 août 1926),

(1) *R. P.* de septembre 1926.

ce qui signifie que l'on a renoncé à toute organisation spéciale dans les Syndicats, des apprentis et des jeunes ouvriers. Un seul souci guide les dirigeants de la C. G. T. U., renforcer le Parti et ses diverses organisations.

Ce n'est pas avec de telles préoccupations qu'on obtiendra une organisation syndicale forte. Qu'on n'invoque pas l'exemple de certaines organisations de la région parisienne ou celle des cheminots. La Fédération des Cheminots n'a pas encore traversé l'épreuve d'une lutte. Certains syndicats importants de la région parisienne, comme celui des T. C. R. P., n'ont pas eu tellement à se réjouir d'avoir été conduits par le Parti à certaines aventures. S'ils ont résisté, ce n'est pas grâce au Parti, mais malgré lui. En automne dernier, dans la Métallurgie parisienne, n'a-t-on pas vu les pétarades de l'*Humanité* et ses appels à la grève contrarier le rassemblement autour du Congrès des usines ? Et tout dernièrement, n'a-t-il pas fallu que les délégués des Fédérations envoient promener une proposition de grève générale faite par le Treint syndical ?

Le jour où la colonisation des syndicats sera complète, les ordres du Parti devront être obéis sans discussion ni murmure. Mais nous n'en sommes pas là encore, si grave que soit pourtant la situation. Ces premières résistances un peu fermes témoignent que les syndicats ne sont pas disposés à se laisser conduire aveuglément, qu'ils n'entendent pas renoncer à leurs droits essentiels quand le Parti cessant de faire patte douce veut faire sentir sa poigne.

Une organisation syndicale conduite par le Parti communiste ne pourra jamais réaliser le syndicalisme de masse. Celui-ci suppose la participation de tous les camarades à la gestion et à la direction de l'organisation. Il suppose le droit absolu de l'organisation de se conduire elle-même. Il interdit de négliger la part d'efforts que peuvent apporter des catégories de syndiqués, à plus forte raison de les brimer.

En appliquant dans les syndicats des méthodes propres au Parti, en y apportant la reconnaissance de l'idéologie du Parti, en y traitant en ennemi quiconque n'appartient pas au Parti, en ayant le souci du Parti plus que celui des Syndicats, on fait du syndicalisme de secte et l'on sabote le syndicalisme de masse.

Mais, comme le front unique, comme l'unité syndicale, le syndicalisme de masse n'est-il qu'un bateau pour mener au syndicalisme de secte communiste des travailleurs abusés ? Les bateliers peuvent être assurés que les travailleurs abusés ne seront pas longtemps aveugles et qu'ils auront vite fait d'assurer eux-mêmes l'application du front unique autrement que comme une manœuvre, de travailler effectivement à l'unité syndicale et de créer le véritable syndicalisme de masse.

Obstacle à l'unité.

La direction unique est un obstacle sérieux à la réalisation de l'unité syndicale. Non seulement parce qu'elle éloigne la C. G. T. U. d'un état d'esprit vraiment unitaire, mais encore parce qu'elle brise tout élan en faveur de l'unité au sein de la C. G. T. Lafayette.

Dans la mesure où la C. G. T. U. se laisse gagner à l'esprit de secte elle se replie sur elle-même, elle regarde l'existence en commun avec d'autres sectes ou d'autres tendances comme indésirable et impossible.

Nous n'avons jamais pensé que l'unité serait facile à rétablir ; cela nous a gardé de l'illusion qui se traduit chez beaucoup aujourd'hui par un sentiment d'impuissance et par une tendance au renoncement à la lutte pour l'unité. Avec le mot d'ordre du Congrès interconfédéral d'unité, on a mis la charrue devant les bœufs. Un tel congrès ne sera possible que lorsque l'unité aura cause gagnée, lorsque de part et d'autre on sera décidé ou résigné à son rétablissement, lorsqu'il ne s'agira plus que de discuter les modalités de la fusion des deux C. G. T., des trois C. G. T., puisque aussi bien il y en a trois maintenant.

L'étape présente de la lutte pour l'unité consiste à gagner les militants des diverses C. G. T., en même temps qu'à susciter, dans les rangs des syndiqués, un courant capable d'entraîner les chefs réfractaires. C'est une atmosphère nouvelle à créer qui ne se créera pas en un jour.

Mais pour la créer au sein de la C. G. T. Lafayette, d'où est partie la volonté de scission, et où se trouve la plus acharnée résistance à l'unité, la tâche est difficile.

Hier, le premier élan unitaire qui se manifestait au sein de la C. G. T. fut barré, fut brisé par le mot d'ordre de la dissolution de la C. G. T. U. examiné par le Parti à la conférence syndicale qui précéda son congrès de bolchévisation de Clichy. Jouhaux et ses amis eurent beau jeu alors. « Que nous embêtez-vous avec l'unité, dirent-ils aux militants confédérés qui réclamaient un effort de conciliation ; vous ne voyez donc pas que la C. G. T. U. est à bout de souffle, qu'elle va prononcer sa dissolution et revenir d'elle-même ! »

Aujourd'hui, où les espoirs dans la dissolution de la C. G. T. U. sont abandonnés, où le besoin d'unité était à nouveau ressenti avec force par d'assez nombreux militants confédérés, où un nouvel élan unitaire s'annonçait par maints symptômes, Jouhaux et ses amis n'ont eu qu'à dire : « Est-ce la direction unique, la direction du Parti communiste que vous voulez pour la C. G. T. unifiée ? » Le nouvel élan était barré, brisé.

Et voilà les deux C. G. T. reparties dans leur rêve impossible de se supplanter l'une l'autre. Aucune ne sera vraisemblablement « bouffée » par sa rivale, mais toutes deux tireront à hue et à dia, se disputeront les syndicats et les syndiqués, se renverront les accusations de trahison, se joueront mille tours au grand préjudice de la classe ouvrière et au grand avantage du patronat.

Pendant ce temps, les véritables unitaires qui existent dans l'une et dans l'autre, et qui ne sont pas tellement nombreux, n'ont rien de plus utile et de plus urgent à accomplir que de détruire les obstacles mis en travers de la route de l'unité. La direction unique en est un de taille.

Question périmée ?

Le dernier refrain mis à la mode par nos « syndicalistes professionnels », c'est que la question des rapports des Partis et des Syndicats, celle de la subordination des syndicats, celle de la direction unique sont autant de questions périmées. Et sitôt dit, ils pirouettent et montrent les talons.

Demi tour, les amis. Ces questions sont si peu périmées qu'elles dominent les plus grands problèmes du mouvement ouvrier actuel. Elles se présentent, certes, sous une forme un peu nouvelle, mais si l'on tient à réaliser l'unité syndicale, à doter

la classe ouvrière d'un mouvement syndical puissant, d'un syndicalisme de masse, d'un syndicalisme de classe et non de parti ou de secte, il est impossible de les esquiver.

D'ailleurs, on n'escamote pas la pensée fondamentale d'un mouvement. On peut la fausser un temps, la dévoyer, mais elle revient fatalement dans la voie que toute l'expérience du mouvement lui a tracée.

Dans la lutte pour le redressement de la C. G. T. quelle idée a rallié les multiples courants de la minorité ? L'idée communiste ? Nullement. L'idée anarchiste ? Non plus. C'est l'esprit syndicaliste qui a fait front contre le néo-millerandisme de Jouhaux, contre l'union sacrée de guerre et contre le collaborationnisme d'après guerre.

Plus tard, aux Congrès de Saint-Etienne et de Bourges, autour de quelle idée s'est rassemblée la majorité de la C. G. T. U. ? Autour de l'idée communiste ? Nullement. Si l'esprit syndicaliste n'avait pas réclamé le droit pour toutes les tendances de s'organiser, s'il n'avait pas montré qu'il sentait autant que les communistes de parti, sinon plus et même beaucoup plus, la solidarité qui le lie à toutes les révolutions, la C. G. T. U. serait morte de ses crises intérieures. Grâce au syndicalisme révolutionnaire, la C. G. T. U. a donc pu vivre. Que le syndicalisme ait été, par la suite abandonné et renié par certains de ses porte-parole, il n'en reste pas moins que c'est lui qui traduit la pensée du mouvement syndical français, qui est l'héritier de son expérience, non l'expérience de quelques années, mais l'expérience de plus de cinquante années. C'est au nom du syndicalisme d'avant guerre que la minorité de 1914-1921 a mené la lutte contre le néo-millerandisme. C'est encore au nom de ce même syndicalisme que la minorité la maintenant la mène contre le néo-guesdisme. On ne fabrique pas artificiellement un mouvement : on a beau malaxer ses organisations, user ses hommes. Il y a toute une hérédité qui sommeille, tout un héritage d'expérience qui coule dans le sang d'une classe ouvrière.

Ne dites pas que le vieux syndicalisme français s'est pétrifié, qu'il ne répond plus aux besoins présents. Réfléchissez à quelques faits typiques. Aux jours de guerre, qui a représenté le mouvement révolutionnaire français à Zimmerwald ? Deux syndicalistes, soutenus, entraînés, poussés par ceux qui sont à la Ligue Syndicaliste d'aujourd'hui. Aux premiers temps de la Révolution russe, qui s'est trouvé pour la défendre ici ? Les mêmes toujours. Qui a lutté jusqu'au bout en faveur de l'unité syndicale ? Qui a compris d'emblée le front unique ? Toujours les mêmes.

Avez-vous lu avec le soin qu'elle mérite la résolution défendue par Loriot à la dernière assemblée du Syndicat des Instituteurs parisiens (1) ? Loriot conduit par l'expérience à ne plus identifier le Parti avec la classe ouvrière, proclame que le mouvement syndical doit rester indépendant des partis et des sectes pour sauvegarder les intérêts mêmes de la classe ouvrière.

On ose dire du côté communiste que nous ne voulons rien d'autre que reprendre sur le terrain syndical une revanche à notre défaite dans le Parti. Et il se trouve ailleurs de bonnes âmes pour y faire écho.

Les dirigeants communistes oublient-ils que dans le court laps de temps où j'étais au Parti ils me reprochaient d'avoir gardé mes préjugés syndicalistes et de vouloir syndicaliser le Parti. Oublient-ils qu'ils ont empêché les Commissions syndicales de fonctionner comme je les comprenais, oublient-ils que si j'avais pu ou voulu dépouiller le vieil homme, je serais aujourd'hui comme tant d'autres une chiffe couverte d'honneurs communistes. Oui, Dudilieux, je n'ai pas voulu dépouiller le vieil homme ; l'aurais-je voulu que je ne l'aurais pas pu. On ne se refait pas. J'ai fait une expérience ; tous mes camarades étaient entrés au Parti, j'y suis entré à mon tour ; j'ai voulu tenter la conciliation du Parti, d'un jeune parti révolutionnaire, et du syndicalisme ; j'ai pensé un moment que le Parti communiste pouvait opérer en lui le rassemblement des minorités clairvoyantes et agissantes à côté d'un large syndicalisme de masse. Va te faire fiche ! J'ai retrouvé là les éternels antagonistes du syndicalisme, les blanquistes, les insurrectionnels à la manque habillés en putschistes et les chasseurs de mandats et de galons, les éternels politiciens social-démocrates. Le décor change, les personnages aussi, mais c'est toujours la même comédie, le même drame qui se joue.

Grimperons-nous la côte ?

— Tu n'es pas folâtre et tu nous promets une longue et dure étape.

— Ce sera long, en effet. Ceux qui aiment le travail tout fait, même ceux qui aiment le travail facile peuvent aller se coucher. Ou bien donner leur adhésion au Syndicat des pêcheurs à la ligne.

Aux autres, je dis : Bien sûr ce sera long, mais on viendra à bout de la direction unique comme du néo-millerandisme. On reverra l'unité syndicale et l'on connaîtra un mouvement syndical puissant comme jamais on en a vu dans ce pays.

Regardez ce qui s'est passé en 1914, pour organiser l'opposition à la guerre, en 1919 pour réorganiser l'opposition confédérale débandée. On y arrivera cette fois, comme on y est arrivé jadis, et d'autant plus vite que l'on y travaillera sérieusement dans la Ligue Syndicaliste.

Il est facile, après coup, voulant faire soi-disant de l'histoire de brûler, de supprimer les premières étapes, les plus dures et les plus pénibles, mais, dans la réalité, ces étapes sont à parcourir. Rien n'empêche d'écrire ce qu'a écrit Monmousseau dans l'*Internationale Communiste* d'avril :

« Quand le Comité pour la reprise des relations internationales fut constitué, le mouvement syndical possédait déjà une base, nous avions de fortes positions dans les chemins de fer, dans le bâtiment, dans la métallurgie ; une opposition de gauche se constitua en même temps dans le Parti socialiste. »

Pour Monmousseau, le Comité pour la reprise des relations internationales, fut, sans doute, constitué le jour seulement où il lui donna son adhésion. En fait, il fut constitué un peu plus tôt, quelques années plus tôt, à un moment où nous n'avions aucune forte position, sauf quelques points d'appui dans la métallurgie et dans l'enseignement, mais, à coup sûr, pas dans les chemins de fer.

Le Comité pour la reprise fut constitué au retour de Zimmerwald (septembre 1915) et il avait été préparé par la poignée de militants que Trotsky, en cherchant dans le Paris de 1914, avec une lanterne, avait rencontrés. Si Monmousseau n'en était pas, cela ne suffit pas pour que cela n'ait pas existé. Et c'est le Comité de la reprise

(1) Voir *R. P.* de décembre 1926.

qui prépara, à son tour, ces fortes positions dont il est parlé.

Sans l'effort de la poignée de camarades dispersés de 1914, sans l'effort difficile en 1915, 1916 et 1917 du Comité pour la reprise, on ne peut dire quand serait venu le redressement du mouvement français, du mouvement syndical et du mouvement politique, ce redressement si mal, si incomplètement fait. Nous étions alors en avance de quelques années sur le gros des militants, à plus forte raison sur les masses, exactement comme nous le sommes encore aujourd'hui. C'est notre sort, notre triste sort. Ne vous en faites pas, mes jeunes camarades de la Ligue Syndicaliste, qui avez eu la veine ou la déveine de ne pas grimper la côte en 1914 et en 1919. La côte d'aujourd'hui est dure, celle par où l'on va à l'unité syndicale, au syndicalisme de masse puissant, à la force révolutionnaire réelle, mais pas plus dure que celles d'alors et nous la grimperons.

Peu nombreux au départ, nous serons une belle bande une fois en haut. Tout le monde voudra alors avoir appartenu à la poignée du début. Il y aura alors aussi, n'en doutez pas, des lascars pour biffer, sur le papier, les premières étapes, mais elles seront inscrites dans la réalité et vous rirez d'eux comme nous nous moquons de leurs pareils aujourd'hui.

Pierre Monatte.

LE MEETING DU 14 DÉCEMBRE

Le mardi 14 décembre, la Fédération des Fonctionnaires avait organisé un grand meeting à la Bourse du Travail de Paris. Cette manifestation prenait une importance particulière par suite de l'attitude du Gouvernement d'Union nationale, vis-à-vis des Syndicats de fonctionnaires (refus de congés pour le Congrès fédéral) et des intentions de M. Poincaré qui veut imposer un statut spécial aux fonctionnaires et qui s'oppose catégoriquement à leurs revendications en ce qui concerne les traitements.

Le « Cartel unitaire des fonctionnaires » avait, par un communiqué paru dans l'*Humanité*, convié ses adhérents à assister tous au meeting, car il fallait, déclarait-il, réaliser l'unité de front, devant les menaces gouvernementales. Nous ne pouvions qu'approuver une invitation faites en ces termes.

Malheureusement, il y a les déclarations, et il y a les faits. Quand nous entrâmes dans la salle Ferrer, l'assistance était houleuse; on interrompait constamment Pignochet, du Syndicat national des instituteurs, qui était à la tribune. Ce fut bien autre chose quand apparut Humblot : cris, hurlements, poings tendus, coups de sifflet; il ne put prononcer une parole. Waroquier s'exprima tant bien que mal au milieu d'un bruit intense; la fin du discours de Laurent déchaîna un énorme tumulte qu'apaisa le chant de l' « Internationale ».

Piquemal, qui était parmi les orateurs inscrits, et qui avec raison avait invité la Fédération à faire l'unité d'action en tendant la main droite à la C. G. T. et la main gauche à la C. G. T. U., écrivait le surlendemain dans l'*Humanité* que les jongleurs (entendez les dirigeants actuels de la F. des F.) avaient reçu de la masse des fonctionnaires une leçon méritée.

Certes, nous ne défendrons pas le syndicalisme de collaboration, le syndicalisme gouvernemental, que pratiquent Laurent, Waroquier et consorts; nous sommes certains qu'un grand nombre de petits fonctionnaires sont las des promesses jamais tenues et qu'ils exigent plus d'énergie de la part de leurs chefs; mais nous pensons par contre qu'il y a des circonstances, et c'était le cas au meeting du 14 décembre, où les dissentiments doivent passer au second plan. Le « Cartel unitaire » nous avait donné cet espoir; la réalité fut tout autre, et nous le déplorons.

H. Fulconis.

NOTES ÉCONOMIQUES

Courtes journées de travail = hauts salaires.

S'il y a un fait bien établi, absolument général, universel, c'est celui-ci : les salaires, non point seulement le salaire horaire, mais le salaire total d'une journée de travail, varient en raison inverse de la longueur de la journée de travail. Plus la journée de travail est longue, plus le salaire quotidien est bas; plus la journée de travail est courte, plus le salaire quotidien est élevé.

Innombrables sont les statistiques et les observations qui confirment cette loi: en voici encore une nouvelle :

D'une enquête faite par le ministère du Travail américain il résulte qu'en Amérique, entre 1913 et 1926, le nombre moyen d'heures de travail par semaine a baissé de 7,2 0/0, alors que durant le même temps les salaires hebdomadaires moyens, en valeur réelle, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie (1), augmentèrent de 55 0/0. L'ouvrier américain travaille donc actuellement à peu près 3 heures et demi de moins par semaine qu'il y a 13 ans, et il vit moitié mieux.

Ce n'est d'ailleurs là en rien un phénomène dû à la guerre, car pour la période d'avant guerre il en fût de même. Voici en effet les chiffres de la même enquête, pour la période antérieure : entre 1907 et 1912, soit donc en six ans, le nombre d'heures de travail par semaine baissa de 2,5 0/0, et les salaires hebdomadaires s'accrurent de 9,2 0/0.

Moralité : si vous voulez de hauts salaires, diminuez votre journée de travail.

Métallurgie et Société des Nations.

On sait que la conclusion du cartel de l'acier a réglé, ou à peu près, la question de la concurrence entre la métallurgie française et la métallurgie allemande. Mais elle n'avait point réglé la question, vitale pour la métallurgie française, de l'approvisionnement de celle-ci en coke allemand. Sur cette question les pourparlers continuaient. Et, bien que la plus grande discrétion fut gardée, on sentait que ça ne marchait pas. Conscients de la solidité de l'arme qu'ils détiennent avec leur coke, les Allemands tenaient la dragée haute : ils demandaient, paraît-il, de 21 à 24 marks par tonne, selon la durée du contrat.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que la dernière session de la Société des Nations se soit ouverte sous de sombres auspices, rien d'étonnant qu'on se demandât si ça n'allait pas être la fin de Locarno et de Thoiry. Ce ne fut qu'au bout de quelques jours, le 9 décembre que les envoyés spéciaux purent télégraphier « Enfin l'atmosphère est éclaircie à Genève. M. Briand s'est rendu ce matin chez M. Stresemann, etc. » Or, ce même jour exactement, on apprenait que le contrat venait d'être signé pour la fourniture du coke par le syndicat rhénan-westphalien au Comité des Forges français, sur la base de 19 marks 50 la tonne.

Simple coïncidence, évidemment ! R. L.

HIER ET AUJOURD'HUI

Le socialisme est-il possible dans un seul pays ?

C'est autour de ce problème qu'on se dispute aujourd'hui.

Hier, tout le monde était d'accord pour dire qu'une révolution sociale ne pouvait être qu'internationale.

Naguère l'Internationale communiste l'affirmait avec vigueur. A son IVe Congrès ne disait-elle pas notamment :

« *Le IVe Congrès rappelle aux travailleurs de tous les pays que la révolution prolétarienne ne pourra jamais vaincre à l'intérieur d'un seul pays, mais dans le cadre international, en tant que révolution prolétarienne mondiale.* »

(1) Le nombre-indice des salaires donné par le ministère du Travail est 233,4 (100 correspondant aux salaires de 1913), mais comme il s'agit là de salaires nominaux et que le coût de la vie a augmenté aux Etats-Unis d'environ 50 %, cela ramène l'indice de salaire *réel* à 155,5 (155,5 + 50 % = 233,2).

EN MARGE DE *PROUDHON ET MARX*

L'Évolution du travail féminin

« L'homme est dans la famille, le bourgeois; la femme y représente le prolétaire. »
ENGELS.

La question du rôle de la femme dans la famille et dans la société a déjà causé d'abondantes controverses et selon toute vraisemblance elle en suscitera d'aussi nombreuses dans l'avenir. C'est un de ces problèmes primordiaux pour lesquels chaque régime social élabore ses propres solutions selon les conceptions religieuses, politiques et économiques qui l'animent.

L'exposé de Ed. Berth, dans les trois derniers numéros de la *Révolution Prolétarienne* (1) nous amène à reprendre encore cette question déjà tant débattue et sur laquelle deux courants d'idées essentiels se sont formés. L'un de ces courants considère la femme comme une créature inférieure physiquement et intellectuellement, destinée à être tenue sous l'autorité de l'être supérieur masculin, et pour reprendre une expression de E. Berth, *nourrie* par lui dans sa vie matérielle et spirituelle. Le deuxième courant constate le fait de la dépendance dans laquelle elle fut tenue, quasi de tout temps, mais affirme qu'elle pourra, comme d'autres opprimés, jouir, dans une organisation sociale meilleure, des droits et des responsabilités qui constituent vraiment un être humain.

***

Personne ne nie que la femme traîne derrière elle de longs siècles de servitude. Lorsque Proudhon écrit : « Pour moi, plus j'y pense, et moins je puis me rendre compte, hors de la famille et du ménage, de la destinée de la femme... »; lorsque Nietzsche affirme : « L'homme devra considérer la femme comme propriété, comme objet qu'on peut enfermer, comme quelque chose de prédestiné à la domesticité, et qui y accomplit sa mission », ils ne font que reprendre une vieille antienne. Avant eux, Napoléon, cette brute militaire, avait écrit : « La femme est donnée à l'homme pour qu'elle fasse des enfants. La femme est notre propriété, mais nous ne sommes pas la sienne. Elle est la propriété de l'homme, comme l'arbre est celle du jardinier. » Et s'il fallait remonter à une époque antérieure nous trouverions une des lumières du christianisme, Saint Paul, pour dire : « L'homme n'a pas été créé pour la femme, mais la femme a été créée pour l'homme. » Et ce sont ces mêmes idées qui, à de rares exceptions près — l'Egypte, par exemple — ont fait loi dans le monde antique. Sur ces données, la femme fut pour l'homme une sorte d'animal domestique que le maître pouvait battre, tuer, affamer, voire même prêter ou vendre, dans des formes légales, naturellement. Et pour en donner un exemple pris chez « les Romains de la grande époque » chers à Proudhon et à E. Berth, rapportons d'après Plutarque une bien édifiante histoire de famille de ce vieux Romain Caton.

Un certain Hortensius lui demanda, un jour, sa fille Portia, déjà mariée à Bibulus, pour avoir d'elle un enfant digne d'un Romain. L'affaire ne se fit pas; aussi, à quelque temps de là, Hortensius demanda à Caton de lui prêter sa propre femme Martia. Caton, avec l'avis de son beau-père, accepta. Et les trois hommes signèrent le contrat qui réglait cette belle opération familiale.

Cette séculaire dépendance de la femme est pour Proudhon toute naturelle et E. Berth, lui-même, y apporte son assentiment. « La femme ne deviendra une personne que le jour où, sur la base de son métier qu'est le ménage, elle pourra donner l'essor à toutes les facultés qui sont de sa nature. »

Ainsi, soi-disant au nom de la nature (ce qui est bien vite dit mais pas du tout prouvé) on prétend ouvrir à l'homme tous les champs d'activité, alors que pour la femme ce sera obligatoirement les quatre murs de la cuisine et l'alcôve.

Que la femme ait depuis des époques reculées assuré la vie matérielle de la famille par son travail domestique, c'est un fait que l'ethnologie et l'histoire nous montrent en toute évidence. Tandis que l'homme des sociétés primitives fait la guerre ou va à la chasse, quand il ne se divertit pas à fumer ou à danser, la femme construit l'habitation, laboure la terre, fait croître par des soins continus une nourriture moins aléatoire que celle fournie par la chasse.

Avec tous les changements que les siècles ont apportés, il reste encore aujourd'hui que les actes de la vie matérielle, se nourrir, se vêtir, s'abriter, nécessitent l'accomplissement de tâches absorbantes, infiniment fastidieuses, souvent rebutantes, tâches que l'homme trouve commode de rejeter sur sa compagne en essayant de voiler la satisfaction de son égoïsme sous les admirables théories que nous connaissons ou en disant crûment comme Nietzsche : « L'homme est fait pour la guerre et la femme est faite pour le délassement du guerrier. »

***

Les femmes n'ont pas accepté sans protester le rôle effacé auquel les condamnaient les privilèges masculins. La matrone romaine sut se décharger de son fardeau sur l'esclave, et les témoignages furent nombreux, au cours du moyen âge et par la suite, de l'incessante lutte des femmes pour faire partager à l'homme le travail familial, pour élargir leur horizon intellectuel et leur champ d'action social.

Nous ne reproduirons parmi toutes ces protestations que celles d'authentiques travailleuses à Proudhon lui-même en 1849.

A son « Ménagère ou courtisane » Jeanne De-

(1) Septembre, octobre, novembre.

roin répondit dans une lettre qu'elle envoya au journal *Le Peuple* et que Proudhon, bien entendu, n'inséra pas :

« Socialiste chrétienne, je dirais comme vous, monsieur, *plutôt ménagère que courtisane*, si je n'avais la certitude qu'un grand nombre de femmes ne deviennent courtisanes que pour échapper à la nécessité d'être ménagères. Pauvres femmes, qui auraient peut-être été préservées de la honte si l'on eût trouvé pour elles un milieu entre la nécessité d'être ménagères ou courtisanes et qui auraient préféré *au droit au ménage, le droit au travail.* A votre dilemme, monsieur, j'en opposerai un autre, qui pour moi est un axiome : esclave et prostituée, ou libre et chaste : pour la femme il n'y a point de milieu. La prostitution est le résultat de l'esclavage des femmes, de l'ignorance et de la misère. »

Quelque temps après, Proudhon ayant dénigré dans le *Peuple*, la candidature de Jeanne Deroin à l'Assemblée législative, se vit opposer dans l'*Opinion des femmes*, en réponse à ses diverses attaques, des arguments qui n'ont rien perdu de leur valeur.

« Ce dont la femme, avait écrit Proudhon, cherche à être émancipée ce n'est pas de l'homme, il reste à cet égard, peu de progrès à faire dans nos sociétés modernes, c'est, comme le prolétaire, du despotisme capitaliste qui tyrannise son cœur et la jette au milieu de l'atelier, où meurent lentement sa moralité et son corps. »

« Pardon, Monsieur, lui riposte Jeanne Deroin, la femme cherche à être émancipée de l'homme, ne vous y trompez pas; c'est tout simple, puisque l'homme représente dans presque tous ses rapports avec la femme, le sacrifice du droit à la force, la loi de contrainte et de nécessité. Quant au despotisme capitaliste qui tyrannise le cœur de la femme, et la jette au milieu de l'atelier où meurent lentement sa moralité et son corps, nous restons parfaitement d'accord avec vous qu'elle ne fait qu'un avec le prolétaire puisque le prolétaire c'est elle-même, puisque l'homme ne perd pas moins que la femme, dans l'atelier immoral et insalubre, sa moralité et son corps. Il ne s'agit donc pas tant de sortir la femme de l'atelier que de transformer l'atelier lui-même et d'ennoblir, pour elle comme pour le prolétaire, cette source d'activité et d'indépendance. »

« Le privilège du capital, avait dit aussi Proudhon, flétrit l'amour; il fait du mariage une spéculation d'intérêt. Tous les maux de la femme sont les mêmes que ceux des prolétaires. Pour les guérir, il ne suffit pas de faire des femmes des électrices et des éligibles, il faut changer les bases de la société. »

« Pourquoi votre langage, s'il était l'expression même de la vérité et du progrès, ne s'appliquerait-il pas au prolétaire comme à la femme ? Pourquoi serait-il bon d'appeler au rang d'électeurs et d'éligibles une partie des masses laborieuses seulement, et de les distraire de leurs travaux par les idées et les droits politiques ? Suivant vos principes, ce qu'il fallait faire d'abord, c'était pour eux comme pour nous, de changer sans leur intervention les bases de la société. Vous voulez renvoyer la femme de l'atelier, où ses maux sont évidents, pour la renfermer dans le ménage où les maux, cachés et secrets n'en sont pas moins réels. Pardon, mais nous nous défions d'une perfide sollicitude qui n'est puisée qu'à l'école du vieux monde et des traditions oppressives; c'est précisément parce qu'il faut changer les bases de la société que la présence de la femme est nécessaire pour représenter des intérêts que vous avouez lui être aussi précieux qu'à l'homme. »

« Nous ne comprenons pas plus, avait écrit Proudhon, une femme *législateur* que nous ne comprenons un homme *nourrice*. Est-ce notre faute ? »

« Vous ne comprenez pas plus une femme législateur que vous ne comprenez un homme nourrice ? Dans ce cas, il doit vous être très facile de nous dire quels sont les organes propres à la fonction de législateur. Si la nature est aussi positive à cet égard que vous paraissez le croire, notre débat est terminé, car vous n'aurez pas plus de crainte de notre concurrence à l'Assemblée législative que nous n'en aurions de la vôtre au bureau de placement des nourrices. »

Et une apostrophe encore plus véhémente dit toute la colère de ces femmes — qui n'étaient point des bourgeoises — à l'égard de leur détracteur.

« Il serait difficile de rencontrer un type d'opposition aux droits de la femme plus réactionnaire que celui qui s'est révélé à nous sous la raison sociale de P.-J. Proudhon. C'est lui qui, à notre cri de *Droit politique des femmes*, nous répond par *Droit au ménage*, ce qui le dispensait d'articuler le *Droit à la prison.*

« C'est encore lui qui à notre cri : *Droit au travail moralisateur, droit à son organisation qui affranchira la femme de l'homme*, nous répond par *Droit au mari et défense pour la femme au travail de la cité*, ce qui le dispensait encore d'articuler : *Droit à la prostitution exclusive et légale.* »

*
**

Aux réponses des travailleuses de 1848, nous ajouterons les nôtres et nous dirons à Proudhon, à Nietszche... et à E. Berth : « Vos théories pèchent à la base, car vous avez négligé une chose essentielle. Vous les avez élaborées sans tenir compte de l'avis éclairé et libre des intéressées. Vous protestez lorsqu'un bourgeois prétend légiférer pour les ouvriers et décider seul de ce qui convient à leur bonheur et vous agissez exactement de même. Le capitaliste vous forge une mentalité et vous impose un rôle qui conviennent à ses intérêts propres. Vous ne faites pas autre chose lorsque vous réclamez que la femme n'ait d'idées que celles de son mari et limite uniquement son activité à le servir dans le ménage. Si vous voulez enfermer la femme dans le mariage c'est que vous êtes les bénéficiaires de cette institution. Les statistiques des suicides sont d'ailleurs là pour le prouver. »

« Sur un million de garçons de 20 à 25 ans, 237 se suicident, tandis qu'on ne compte plus que 97 suicidés sur un même nombre d'époux du même âge; et l'écart ne fait que grandir aux âges suivants. Les hommes profitent plus que les femmes de l'union conjugale: en France tout au moins leur coefficient de préservation est plus élevé : à l'âge où il est le plus faible, il est encore plus fort que le plus fort coefficient féminin. Bertillon trouvait même que les femmes sont plutôt entraînées au suicide par le mariage, puisque sur un million de femmes célibataires, il comptait 59 suicides et 62.5 sur un million de femmes mariées (1). »

Acceptant dans leur intégralité les théories de Proudhon, E. Berth tente de jeter le discrédit sur celle de Marx, beaucoup plus humaine. Marx n'

(1) Paul Lapie, *La femme dans la famille.*

serait qu'un *« intellectuel du socialisme dont l'opinion a beaucoup moins de valeur que la décision régulière d'un syndicat ouvrier. » « Il s'agirait vraiment de savoir quelles sont, sur cette question de la femme et de la famille les vraies réactions de la sensibilité prolétarienne... »*

Tout beau. La condition d'ouvrier ne fait pas que l'on doive toujours raisonner juste en toute occasion. Il arrive à d'excellents ouvriers de dire des bêtises et de penser au rebours de toute espèce de raison : les souvenirs de la guerre ne sont pas si lointains.

Pourquoi un syndicat ouvrier serait-il particulièrement qualifié pour établir une théorie de la femme et de la famille ? D'autre part notons que sur ces problèmes les ouvriers ne sont pas toujours d'accord. Il me souvient d'une certaine affaire Couriau, vers 1912, bien instructive en cette matière. Un syndicat de typographes refusait à une femme typographe, travaillant au tarif syndical l'entrée du syndicat. Il allait même jusqu'à chasser du syndicat le mari qui ne voulait point user du Code Napoléon pour interdire à sa femme de travailler dans un atelier. Cela fit quelque bruit dans le Landerneau du Livre et ailleurs. Il y eut meetings après réunions un peu partout. Et les avis étaient bien partagés. Keufer était pour Proudhon, c'est-à-dire contre les Couriau ; un autre militant, Villeval, si mes souvenirs sont exacts, était d'avis contraire.

Veut-on nous dire où est dans un cas semblable la réaction de la sensibilité ouvrière ? Faudrait-il par hasard en décider à la majorité des membres présents ? Mais le fait que les deux opinions se soient affrontées sur ce point précis, ne vient-il pas montrer que la classe ouvrière, sur une question pareille est au moins aussi divisée que le monde bourgeois et ne saurait être sûre de trouver d'emblée la vérité.

La société prolétarienne apportera au problème sa propre solution, nous pouvons en être certains, mais il n'y aura de solution acceptable que celle qui sera élaborée par les travailleurs, HOMMES ET FEMMES, et ce ne sera probablement pas sans excès regrettables, sans heurts et sans souffrances. L'humanité n'avance qu'à travers des voies douloureuses. Mais dès maintenant la situation est telle que nous pouvons rire des prétentions de ceux qui voudraient aujourd'hui imposer leur point de vue unilatéral.

⁂

La solution préconisée par Proudhon a-t-elle des chances d'être celle de l'avenir ? Nous ne le croyons pas. Sa conception est du passé et ne cadre plus avec la vie, ni avec l'évolution du travail.

C'est une erreur de croire que la femme dans la famille y fut seulement pour « présider à la consommation ». Elle y fut bel et bien une *productrice*. Laissons de côté toute littérature sur *« la force et la grâce »* et sur le prétendu *« petit royaume »* de la ménagère. Ce sont balivernes bourgeoises pour mieux exploiter la femme. Il demeure que durant les siècles passés la famille fut avant tout un centre de production. C'était à travers l'organisation familiale qu'existaient les seules possibilités d'assurer la vie matérielle quotidienne, et la femme y tenait autant et plus de place que l'homme. S'agissait-il de se procurer de l'eau ? c'était Rebecca qui se rendait aux puits lointains et que le messager d'Abraham était sûr de rencontrer là. C'était la fille la plus opprimée du logis qu'on envoyait chaque jour « puiser l'eau à une fontaine située à une grande demi-lieue du logis (1). » C'était la femme qui faisait le pain. Consommation, dira-t-on. Non, production, à moins que la fabrication du pain ne devienne un travail de production que lorsqu'elle est effectuée par un homme dans un fournil.

Ce furent les femmes qui, dans le cours des siècles fournirent le vêtement. Tout le lin, tout le chanvre, toute la laine devinrent fils et tissus entre leurs doigts.

A elles le soin du bétail et même souvent le labour et les gros travaux. Ecoutons Gilles Bouvier dans son *« Explication du Royaume de France »* parlant des habitants de la Guyenne.

« Ce sont courageuses gens, légers de tête et bonnes gens d'armes, et sont gens joueurs de dés et de cartes. Les femmes y sont fortes et habiles, et font le labour, et vivent de pain de millet, et boivent le vin de pommes dont ils font grand'foison, et vendent le blé et le vin. »

Ainsi, dans la famille, centre de production et de consommation, le travail de la femme était aussi indispensable que celui de l'esclave dans les communautés antiques. La servitude féminine y fut d'ailleurs à peu près la même.

Mais les besognes de la vie matérielle sont devenues aujourd'hui collectives; l'homme délivré par sa compagne du souci des repas, des vêtements, du soin des enfants, put se livrer, au fur et à mesure qu'il se dégoûta de la guerre, à des travaux moins pressants qui transformèrent peu à peu le mode de production familial en production collective. L'eau est maintenant, dans une multitude d'endroits, à portée de tous et les maisons de New-York la distribuent chaude à tous les locataires. La camionnette du boulanger porte jusque dans les hameaux les plus écartés le pain frais chaque jour. Les rouets sont devenus des pièces de musée; on tisse dans les usines; on y coupe les vêtements à l'aide d'une machine électrique qui en taille plusieurs douzaines d'un seul coup; on les coud avec des machines mues au moteur. Le courant électrique apporte la lumière dans chaque chambre sans causer de travail. *La production est donc sortie de la famille, la femme en est sortie avec elle.* Le travail qu'elle accomplissait jadis au logis, elle n'a plus à l'y accomplir. Elle va porter son effort au dehors. Pas plus aujourd'hui que jadis, l'humanité ne peut se passer que la femme produise.

L'atelier de tissage ne vaut pas l'atelier domestique ? Possible. Mais celui-ci ne tuera pas celui-là. Comme le conseille Jeanne Deroin, améliorez l'atelier commun, c'est tout ce que vous pouvez faire. Plus se développeront les grands services collectifs, enseignement, transports, postes, hôpitaux, etc. — et c'est dans ce sens qu'évolue la société — plus nombreuses seront celles qui en seront les rouages.

Pendant longtemps l'alimentation échappa à ces transformations. Nous avons tous pu connaître dans notre enfance des fermes où le porc élevé dans la porcherie était tué sur place, salé, conservé, par les soins de la fermière. Nous avons vu et nous voyons même encore quelques femmes confectionnant leurs confitures ou préparant leurs cornichons, mais nous voyons aussi que l'industrie des conserves et le restaurant prennent un essor qui augmente d'année en année.

Les « Romains de la grande époque » mettaient

(1) Perrault.

à mort la vestale qui avait laissé éteindre le feu. Aujourd'hui nous nous acheminons doucement vers le moment où aucune femme n'aura à se préoccuper du feu. Le calorifère, le gaz annihileront le foyer, dans tous les sens du mot. C'est parce que Marx a eu l'intuition de tout ce que pouvait produire l'évolution industrielle dont il analysait les progrès qu'il a su voir ce qui a échappé au rural Proudhon : la transformation de l'institution familiale.

L'esprit rural qui dominait chez Proudhon explique sans doute l'incapacité dont il est frappé de juger l'influence future du développement industriel. La forme de travail paysanne est, en effet, encore aujourd'hui, et dans notre pays où la propriété est assez morcelée, basée sur le groupe familial ancien et la femme y est aussi plus méprisée que dans les milieux urbains. On trouve encore en France aujourd'hui dans des coins écartés, des femmes qui servent le mari et maître à table et prennent leur repas debout, au coin du fourneau. E. Berth pense que les usines se construisant maintenant au village, l'esprit rural a des chances d'influencer l'ouvrier. Les faits contredisent cette affirmation. Quand l'usine s'établit dans un centre agricole c'est elle qui révolutionne les coutumes et les idées. Elle fait la vie moins mesquine, elle apporte ses habitudes de consommation plus large, elle infuse la vie moderne là où elle n'avait pas encore pénétré, elle rend la femme indépendante.

Un autre facteur agit encore. La vie rurale évolue aussi vers l'organisation collective. Les machines agricoles obligent maintenant au travail groupé. Le fil électrique vient se fixer sur les vieilles solives enfumées des plafonds. Les architectes commencent à nous parler de stations de chauffage qui seraient capables d'assurer la chaleur à toutes les maisons dans un rayon de 1.500 mètres. La moindre commune voit arriver tous les jours la voiture de livraison du magasin de la ville. L'école de filles est ouverte... L'évolution du village, plus lente que celle de la ville se fera dans le même sens et, Nietzsche pourra en grincer des dents dans sa tombe, le temps n'est pas loin où la paysanne quittera la haute cheminée où la soupe cuit dans la marmite suspendue à la crémaillère, pour monter chaque matin dans l'autobus de l'industriel du village voisin qui viendra la chercher pour peupler les ateliers.

Sera-ce pour elle un recul, comme le prétend Nietzsche ?

Sans doute, le capitalisme est bien rude pour la femme, il la broie et la fait souffrir, mais pas plus que la famille, et il lui a rendu un service éminent : il a mis un prix à son labeur. De son travail servile, c'est-à-dire non payé, c'est-à-dire méconnu, il a fait le travail salarié déjà plus respecté.

Et la famille évoluera. Nous ne pouvons dire ce qu'elle sera. « Qui compose un programme pour l'avenir est un réactionnaire » et les belles constructions théoriques que Proudhon a échafaudées avec les matériaux du passé croulent avec la société bourgeoise dont elles sont partie intégrante. Tout ce que nous soulignerons ce sont les problèmes à résoudre. Les questions de vie ménagère ont depuis Proudhon fait de considérables progrès, il est nécessaire qu'elles en fassent encore : il faudra trouver des formes d'organisation collectives qui donnent le maximum de satisfactions individuelles pour les moindres atteintes à la liberté, ce qui ne sera pas toujours facile.

Le problème le plus aigu actuellement posé, c'est évidemment celui de l'enfant. La société bourgeoise connaît à l'heure présente comme tous les régimes à leur déclin, la dépopulation. Les bourgeois, les Lefebvre du Prey, les Michelin et tutti quanti veulent remédier au fléau comme Proudhon, par le retour de la femme au foyer (et il est vraiment significatif que ce soient justement les privilégiés de l'ordre social qui tentent d'appliquer aujourd'hui les théories proudhonniennes), mais eux-mêmes sont obligés d'ouvrir leurs usines aux femmes. Dans le passé, on ne s'est jamais préoccupé de la question de l'élevage des enfants. Les femmes enfantaient, enfantaient et seuls survivaient les individus les plus robustes. Les femmes étaient aussi exploitées dans leurs maternités que dans leur travail. Aujourd'hui elles se refusent à mettre au monde des petits pour garnir les cimetières de tombes enfantines. La société prolétarienne devra concilier la volonté de la femme de voir sa maternité respectée avec sa volonté d'être une individualité indépendante. Les services sociaux d'élevage des enfants ne sont encore qu'en germe, mais la brèche dans les vieilles routines est ouverte et là encore nous croyons en l'avenir.

Parlerons-nous en détail de la prostitution ? Nous ne le jugeons pas bien nécessaire. La question du travail féminin résolue, c'est le remède à cette misère. Lorsque la femme est économiquement indépendante, la prostitution disparaît.

« Ménagère ou courtisane », disait Proudhon, il se trompait; c'est « ménagère et courtisane » qu'il eût dû dire; l'un entraîne si souvent l'autre ! Le jour où une femme se donne à un homme qu'elle n'aime pas, celui-là fût-il son mari de par tous les liens de la loi, de l'église, et de la coutume, ce jour-là elle est une prostituée. Dans ce sens nous pensons que les anciennes formes de la famille, avec l'assujettissement de la femme ont plus contribué à la prostitution que n'y contribuera une institution où la femme ne sera pas obligée de se vendre, fût-ce légalement, parce qu'elle ne sait être autre chose que ménagère.

***

En présence de l'opposition entre Proudhon et Marx sur l'avenir de la famille, nous nous rangeons donc du côté de Marx. Avec lui, nous dirons que les vues de Proudhon sur les relations familiales des deux sexes prouvent, tout autant que ses idées sur la propriété, le caractère petit-bourgeois de sa philosophie, sans attacher, d'ailleurs, de note péjorative à cette expression.

Proudhon, un rural, comme dit M. Berth, un rural de 1850, ajouterons-nous, a toute la force du rural, mais il en a aussi tous les préjugés traditionnalistes. Ses conceptions forment un ensemble parfaitement logique, cohérent, mais elles ne sont que l'expression de ce qui eût été un mieux dans un état social aujourd'hui périmé.

Proudhon appartient bien au passé, saluons-le à ce titre et tournons-lui le dos. L'avenir n'est pas avec lui.

MARTHE BIGOT.

La Phalange artistique répète *La Nuit*, de Marcel *Martinet*. Mais elle a encore besoin de quelques interprètes pour achever la réalisation de ce grand drame révolutionnaire. Elle fait un suprême appel à tous.

Tous peuvent l'aider, s'ils ont seulement du désintéressement, de la bonne volonté, et foi en une œuvre d'une valeur artistique et sociale toujours plus grande. — S'adresser à Palin, 61, rue des Lilas, Bagnolet.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

La "direction unique" condamnée par le Congrès de l'Éclairage

Le Congrès de la Fédération unitaire de l'Eclairage, qui s'est tenu à Paris les 17, 18 et 19 décembre, a été le premier congrès de fédération qui ait condamné la « direction unique » de la C. G. T. U. et du Parti communiste. Cette condamnation a été prononcée après un important débat, auquel l'*Humanité* n'a consacré qu'une dizaine de lignes dans son compte rendu et au cours duquel les membres du Bureau et de la C. E. ont défendu avec succès le passage suivant de leur rapport moral :

« *L'instauration de la direction unique des organisations syndicales et politiques étant l'acheminement logique vers le cumul des fonctions syndicales et politiques, nous craignons pour la C. G. T. U. un glissement vers le syndicalisme de secte; c'est la seule raison qui nous fait déplorer cette pratique.* »

C'est ce passage, disjoint du rapport moral, accepté, lui, par l'unanimité des délégués, c'est ce passage, et lui seul, qui fit l'objet du débat sur « l'orientation syndicale » et qui, finalement, fut approuvé par trente mandats contre vingt-deux.

Arguments communistes.

Pour Dubois, délégué du Syndicat du Gaz de Paris, la direction unique est une pure invention. L'extrait de l'*Humanité* du 23 mai (thèse du Comité central) : « La direction unique du mouvement ouvrier a été réalisée à la tête » fut imaginé pour les besoins de la cause. Si l'on entend par « direction unique » l'adhésion des militants de la C. G. T. U. au Parti communiste, eh ! Dubois répond que ce fut une adhésion courageuse, une affirmation antiguerrière. Il préfère ne pas ajouter que la direction unique existe non pas du fait de l'adhésion des dirigeants de la C. G. T. U. au Parti communiste, mais bien par l'entrée de trois d'entre eux au Bureau politique de ce Parti.

Martzloff lui demande :

— Mais comment la concevrais-tu, toi, la direction unique ?

Dubois répond :

— Euh... évidemment comme un accord qui pourrait aboutir à la fusion des deux formes d'organisation.

Pour Cuilleron, délégué du Gaz de Lyon, c'est bien plus simple. La direction unique, mais c'est le front unique, pas autre chose. Et vous voudriez refuser le front unique ?

Mais voici à la tribune le transfuge du Syndicat parisien des Producteurs d'Energie électrique. Minoritaire hier, il prétend aujourd'hui encore au rôle du « sans parti » et fonce sur la *Révolution Prolétarienne*, sur la Ligue Syndicaliste, qu'il accuse de transporter, au sein des syndicats, les querelles du Parti. Le bonhomme se fait perfide : « Monatte, dit-il, préfère la direction unique de la C. G. T. Lafayette avec le Gouvernement... » Cependant, comme il faut une explication, il termine : « Après tout, Monmousseau est bien libre d'écrire des bêtises, dans la *Vie Ouvrière*... »

Entendu, mais quand Monmousseau écrit des bêtises c'est toute la C. G. T. U. qui les fait.

Quelques "réalisations".

Un gros effort avait été entrepris par la Commission syndicale centrale du Parti communiste en vue de ce Congrès. Le délégué du Gaz de Nice se met à raconter, le bavard, qu'après l'Assemblée générale de son Syndicat, un communiste était venu le voir, circulaire datée de Paris en mains :

— « Tu vois, il faut voter contre ceux-ci, pour ceux-là... »

Sympathisant au Parti, mais respectueux de la volonté de son Assemblée, le délégué vote l'intégralité du rapport moral, comme son organisation l'avait décidé.

Le délégué de Troyes, communiste, n'éprouve, lui, aucune honte à violer le mandat de son Assemblée qui lui ordonnait de voter tout le rapport moral, ainsi qu'en fait foi une lettre adressée au Bureau fédéral par le secrétaire du Syndicat.

— « Prenez garde, poursuit le délégué niçois, les communistes font fuir les syndiqués. A Nice, il existe un fort syndicat autonome des tramways. Nous avions constitué, dans son sein, un groupe unitaire en vue de l'amener à la C. G. T. U., et nous avions une majorité certaine. Au renouvellement du Conseil, nous allions proposer une liste complète de vingt-huit noms, sûrs du succès, quand survint un communiste qui réussit à imposer la « liste de la cellule ». Nous n'eûmes que quatre élus. Voilà les résultats du travail communiste dans les syndicats. »

— « Un jour, raconte à son tour Frère, l'ancien secrétaire du Gaz de Paris, un brave copain vient me demander un mandat pour le Comité intersyndical. Je lui dis : « C'est ton groupe d'arrondissement qui t'a délégué ? » — « Non, me répond-il, c'est la cellule... »

Un délégué de la Fédération ne put se procurer les passeports pour aller en Russie, parce que non membre du Parti, et uniquement pour cette raison.

— « Je vais vous dire, déclare Maure, secrétaire fédéral sortant, ce que c'est que la direction unique. Un jour, mandaté par la C. G. T. U., je me rends à Valenciennes. Je trouve le secrétaire de l'Union locale. Il me demande : « Tu es du « Parti ? » Sur ma réponse négative, il s'exclame : « Comment ! le Parti tolère encore qu'un secrétaire de Fédération de la C. G. T. U. ne soit pas membre du Parti ? »

— « Cependant, poursuit Maure, on peut être bon syndicaliste sans adhérer au Parti communiste... »

On peut même être bon syndicaliste en y adhérant, puisque certains délégués communistes, à ce

Congrès, n'ont pas craint de désobéir aux instances supérieures de leur Parti en remplissant scrupuleusement le mandat de leur organisation syndicale, le délégué de Troyes excepté.

Dans une impasse.

Les vingt-deux voix de la minorité représentent les mandats de quatre syndicats, dont les deux syndicats parisiens, Gaz et Producteurs d'Electricité. Statutairement, la Commission exécutive doit être prise dans ces deux organisations, qui, en effet, présentaient une liste complète de candidats, mais une liste communiste, une liste de partisans de cette « direction unique » que la majorité du Congrès venait précisément de condamner. Le Congrès ne pouvait honnêtement confier toute la direction de la Fédération à une tendance qui venait d'être battue. Il ne pouvait non plus confier cette direction à la tendance victorieuse, puisque ses représentants, membres sortants de la C. E., n'avaient plus l'investiture de leur syndicat.

Il faut dire ici par quels procédés honteux les membres sortants appartenant au Syndicat parisien des Producteurs d'Electricité furent battus dans leur propre organisation. Un chahut bien organisé, avec sifflements, trépignements de pieds, injures diverses, les empêcha de développer leur point de vue devant leur assemblée générale. Utilisant de tels moyens, les communistes peuvent momentanément « conquérir » une organisation syndicale, mais ils ne tarderont pas à y perdre tout crédit, du fait même de ces moyens et surtout si nos camarades opposent à la « fraction » une sérieuse organisation de leur tendance.

Les délégués communistes des syndicats parisiens, battus sur l'orientation syndicale, furent très heureux de prendre leur revanche en plaçant le Congrès devant le dilemme : ou les prendre, eux, pour diriger la Fédération, ou violer les statuts. Sans doute, s'ils avaient été victorieux sur l'orientation et placés devant le même dilemme, ils auraient bien trouvé le moyen d'en sortir, le Congrès étant le seul maître. Sans doute, s'ils avaient pensé à l'intérêt de l'organisation, ils n'auraient pas hésité à demander au Congrès de réélire la C. E. sortante où se trouvaient déjà des représentants de leur tendance. La majorité n'a pas voulu demander au Congrès de faire une entorse aux statuts. La minorité n'a pas voulu jouer franc jeu et éviter le Congrès extraordinaire auquel, en définitive, le Congrès a dû se résoudre. Sans doute espère-t-on d'ici là conquérir les syndicats réfractaires. Tant pis pour l'organisation si elle en pâtit.

Une Fédération qui boude la C. G. T. U.

Les délégués du Gaz de Paris ont fait le grief au bureau sortant d'avoir « boudé » la C. G. T. U. et ils ont prétendu que, sans cela, la Fédération aurait vu croître beaucoup ses effectifs. A cela, Maure a répondu que les effectifs avaient augmenté ailleurs qu'au Gaz de Paris; que la Fédération avait toujours donné son concours à la C. G. T. U.; qu'au moment où le Bureau confédéral voulait une nouvelle grève générale (c'était avant le 7 novembre), les représentants de la Fédération étaient heureusement intervenus pour empêcher cette « expérience »; qu'enfin, au point de vue financier, la Fédération ne devait pas un sou à la C. G. T. U., alors qu'une Fédération non « boudeuse », comme le Bâtiment, lui doit la bagatelle de cent mille francs. — M. CHAMBELLAND.

A BEAU MENTIR QUI PARLE LOIN...

L'*Humanité* a joué un mauvais tour à Monmousseau en rapportant, le 10 décembre, les déclarations qu'il venait de faire devant l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste, au cours des débats sur la grève anglaise.

Elles ont pu, là-bas, sembler naturelles, au moins à ceux qui ne sont pas au courant du mouvement français. Ici, elles paraîtront plus qu'ébouriffantes.

« *Une campagne colossale en faveur de la solidarité*, a-t-il dit, *fut entreprise.* »

Si colossale que le peu qui pouvait être fait ne le fut pas. Des discours à perte de vue, certes, mais aucun travail pratique.

« *Les ouvriers anglais doivent apprendre que la grève de Dunkerque, qui dura presque quatre mois, était une grève de solidarité.* »

Monmousseau n'ignore évidemment pas que la grève de Dunkerque, cette soi-disant grève de solidarité, était en réalité un lock-out déclenché par le patronat du port dunkerquois pour tenter d'abaisser les conditions de travail des dockers de ce port au niveau des conditions des autres ports.

« *Le secours financier du prolétariat français, de trois cent mille francs, est insignifiant, mais si l'on prend en considération les grèves qui se déroulaient simultanément en France, ce secours n'est pas sans valeur.* »

Quoique moins prétentieuse, cette affirmation n'est pas moins inexacte. Le secours financier du prolétariat français n'a été aucunement organisé. Pas plus en faveur des grèves qui se déroulaient ici qu'en faveur des mineurs anglais au cours de leurs sept mois de lutte.

On annonça bien que les syndiqués unitaires seraient invités à faire le sacrifice d'une journée de travail, mais rien ne fut fait pour réaliser cette excellente idée.

Plus tard, quand l'I. S. R. demanda le prélèvement d'un impôt de solidarité de 1 %, même silence et même inaction. Une résolution fut votée au C. C. N., mais rien ne fut fait, pour son application.

Sous le signe de la « direction unique », on ne fait preuve d'initiative et d'activité que lorsqu'il s'agit d'appeler journellement les travailleurs à verser pour la caisse électorale du Parti.

Au lieu de mentir à Moscou, Monmousseau aurait mieux fait de mettre en parallèle l'inaction à l'égard de la solidarité pour les grèves et le frétillement manifesté pour l'action électorale.

A CHACUN SON DU

Parlant des deux Congrès des Fonctionnaires et de l'Eclairage, Raveau a écrit dans l'*Humanité* du 25 décembre cette phrase surprenante :

« *Ces deux Congrès ont encore, entre eux, cette identité qu'*UNE MENACE DE SCISSION Y SEMBLAIT PLANER... »

Exact pour le Congrès des Fonctionnaires. Mais, n'est-ce pas Boursicot, un bouillant communiste, qui avait écrit dans la *Vie Ouvrière* du 26 novembre :

« *A force de voir une majorité les suivre à la baguette, ils (Laurent, Neumeyer, Gleu, Waroquier) en sont arrivés à considérer leurs adhérents comme un troupeau bêlant mais craintif que le moindre coup de houlette dirige selon leur bon plaisir !*

« *C'est pourquoi ils sont persuadés qu'ils lui feront sauter le pas devant lequel ils viennent de l'amener.*

« *Voire dirait Panurge — en connaisseur — car ils pourraient bien sauter seuls.* »

Sauter seuls c'est-à-dire voir une partie de la Fédération des Fonctionnaires ne pas sauter, ne pas aller à la C. G. T. faire la scission.

Rien de pareil à l'Eclairage. Aucun militant n'a dit, écrit ou pensé que mis en minorité il ne s'inclinerait pas.

Donc aucune identité. Si les communistes des Fonctionnaires ont pu penser à la scission, les syndicalistes de l'Eclairage n'y ont pensé à aucun moment. Et Raveau aurait pu s'épargner cette insinuation.

Parmi nos Lettres

A la frontière d'Italie.

La région niçoise vient de vivre quelques journées de veille de guerre. Une lettre de Gaudiffret nous raconte la fièvre qui avait saisi toute la population; donnons-en de larges extraits :

Vous savez que la région est peuplée d'Italiens, en grande partie antifascistes, même les paysans (rappelez-vous ce que j'en disais à propos de l'enquête sur la région florale); l'affaire Garibaldi a donc soulevé une vive émotion dans ces milieux italiens; d'autant plus que nous sommes dotés, ici, de deux journaux de *gauche*, dont un tout jeune *La France* (Dubarry) qui a chaque jour une page en italien avec des articles de « fuorisciti » (Campolonghi, etc.). Ce journal ne pouvait manquer une telle occasion de se lancer; il a donc mené grand tapage autour de l'affaire Garibaldi. Mais ce qui, incontestablement, a changé la situation, ce sont les incidents de Vintimille. Véritablement, les cheminots français se sont sentis menacés dans leur vie. La Bocca est un centre important de cheminots, c'est une gare de triage et certaines années 90 % de mes élèves sont fils de cheminots. Vous pouvez penser si les incidents de Vintimille ont fait marcher les langues... J'ai retrouvé là toute la psychose d'août 1914 avec les grossissements de nouvelles et les fausses nouvelles... Exemple : le bruit courait qu'à Vintimille les fascistes avaient empoisonné avec des bonbons des enfants de Français... Le clou ça été le passage des troupes, soldats des tanks, des autos-blindés, en veste de cuir. A onze heures, ils circulaient dans la Bocca. aussitôt les élèves de courir vers les voies de garage et d'admirer les autos, les chenilles, les mitrailleuses. A une heure, la rentrée en classe avait l'air d'un départ pour la petite guerre. Les gosses épaulaient des fusils imaginaires et s'ajustaient, l'œil luisant. Les petits Italiens, comme les autres faisaient le coup de feu. Mais pas de trace d'animosité entre petits Français et petits Italiens; ils faisaient d'un commun accord le coup de feu contre les soldats de Mussolini.

Et déjà des drames :

— Monsieur, mon patron qui est naturalisé, il *se* pleure parce que son frère est Italien et qu'ils *se* battront contre.

— Monsieur, c'est vrai qu'il y a *deux millions* d'Italiens qui s'engagent avec la France.

— Monsieur, on fera la guerre ?

Et chez tous ces monstres-là, pas un mot de regret, pas un regard vers l'épouvantable, mais bien la guerre « suprême félicité » enfantine !

Pourtant, ni moi, ni les camarades ne leur avons préparé ces âmes belliqueuses. Le goût de la bataille fleurit ainsi, tout seul.

Et puis il a fallu entendre les paroles des hommes, des hommes qui ont des moustaches blanches et des grands fils en âge de se battre; il a fallu entendre tous ces pauvres propos de juillet 1914 :

— D'abord les Italiens, sans nous, ils étaient pillés par les Autrichiens.

— L'Italien, il est insolent tant qu'il croit être le plus fort, mais après il est plat comme une punaise. Ce n'est pas un homme comme nous.

— A Modane, ce sont les Italiens qui sont en France; il n'y a qu'à leur rendre ce qu'ils nous font à Vintimille.

— Moi, je commencerai par prendre tous les Italiens qui ont un commerce par ici et je leur dirai : Déguerpissez. Ils ont assez mangé notre pain.

Avec insistance on a dit et répété que le 11 décembre, 40.000 fascistes devaient débarquer à Golfe-Juan et prendre Nice à revers ! Le complot avait été dénoncé par Garibaldi. De là, le brusque afflux de troupes, etc.

Vous voyez tout cela, Monatte. Aucune réflexion en contre-partie, aucune discrimination dans les responsabilités. En bloc, les vieux hommes condamnaient les Italiens. Les enfants, eux, étaient plus raisonnables.

En face de cela, le Comité antifasciste a fait un effort réel. Des comités locaux se sont créés dans chaque agglomération importante, groupant communistes, socialistes, unitaires et souvent confédérés, et Ligue des Droits de l'Homme (ces derniers pas toujours, je crois). De nombreuses réunions ont été données avec les éléments locaux; gros succès; on a placé des cartes antifascistes par centaines. Mot d'ordre évidemment : fraternisation des prolétariats contre le fascisme. Couronnement de la campagne avec Sadoul et Marion à Nice et à Cannes.

⁂

Du doute à l'action.

D'un camarade instituteur de la Haute-Savoie :

Martinet écrivit dans *Europe*, il y a quelques mois, un « Examen de Conscience » qui se terminait par ces lignes que je rapporte à peu près : « J'écris pour toi, camarade, qui doutes au fond de ton école de village... il est bon de douter. »

Oui, je suis de son avis, mais à condition que ce doute soit un encouragement à l'action, à une action meilleure et non un prétexte trop facile pour contempler son nombril.

Aucune méprise possible. Ce que Martinet a voulu dire et a dit c'est qu'il est nécessaire de retrouver la force de douter, de s'interroger, de se refaire soi-même une opinion, en digérant les expériences de son époque. Toutes les grandes questions doivent être reprises, réexaminées. En ce cas, douter ne veut pas dire contempler son nombril mais rechercher les conditions et les voies de l'action. Assez d'être des suiveurs, assez de cette soif de discipline qui a brûlé trop longtemps trop de camarades.

⁂

Henri Béraud et le fascisme.

Un camarade nous demande de poser à Béraud une question. Nous lui donnons volontiers la parole.

Après son « Ce que j'ai vu à Moscou », les intimes d'Henri Béraud vous chuchotaient à l'oreille : « Ça, ce n'est rien, mais Béraud a dans ses cartons un livre tout prêt sur le fascisme en Italie qui va faire autrement crier. »

Voilà des mois de cela et jamais on n'a vu sortir ce fameux bouquin qui devait faire grincer les dents à Mussolini.

A sa place, Béraud a donné un *Berlin* qui a été lancé dans le public avec cette manchette à la Daudet : Est-ce la guerre ?

Henri Béraud, avez-vous eu peur du *manganello* ?

RÉPONSE A UN GENDELETTRE

Je n'ai pas l'habitude d'embêter nos lecteurs avec les querelles de personnes. Aussi je m'étais abstenu de rendre publique la lettre que j'adressai à Maurice Wullens le 25 octobre dernier. Mais ses commérages et son « Monatte m'a avoué... », dans le dernier numéro des *Humbles*, rendent cette publication nécessaire.

Voici donc cette lettre :

A Maurice Wullens,

Je ne veux pas laisser votre lettre du 20 sans réponse. Je tiens à vous dire :

1° *Que le filet non signé est de moi-même;*

2° *Que votre réponse à la lettre de Marcel Wullens paraîtra dans la R. P. quand vous aurez obtenu de l'Humanité qu'elle publie la réponse de votre frère à vos propres attaques;*

3° *Que vous vous abusez; ce n'est pas le jugement porté dans la R. P. sur votre attitude qui constitue une ignominie mais bien votre attitude même dans l'affaire Lazarevitch.*

P. MONATTE.

A travers les Livres

ROMAIN ROLLAND : *Pâques fleuries.* (Albin Michel, éditeur.)

Pâques fleuries est le prologue des drames de Rolland sur la Révolution française. Il se situe en 1774 et rassemble autour du *Précurseur halluciné*, J.-J. Rousseau, quelques types représentatifs de la société d'avant la Révolution.

Le prince Louis-Armand de Bourbon Courtenay, noblesse frondeuse et philosophe, qui en face du désastre du trône sent la nécessité de « sauvegarder les droits essentiels de la nation » et sans doute en particulier, les siens; le comte d'Avallon, fils du précédent, qui veut sauver le roi « malgré lui, vaille que vaille, parce qu'il est le roi » et qu'il réagit vigoureusement contre l'esprit « philosophique » du père ; le chevalier de Trie, jonvenceau fort libéral en « principes » mais s'accommodant fort bien de ses prérogatives; la maréchale Septimanie, femme sensible et intelligente qui refuse, par suprême élégance et détachement, de voir en Rousseau autre chose que le peintre des malheurs d'Héloïse; voilà le camp des maîtres.

Camp des sujets : l'homme de loi Popelin qui, sans se départir une seconde de la plus parfaite obséquiosité, dépouille le prince de sa fortune, grâce à de bons et solides contrats arrachés à l'ignorance « élégante » du prince, et, le portefeuille bien garni, sourit des prétentions de la noblesse ruinée; Regnault, avocat « revendiqueur », qui ne se contente pas de la fortune des nobles mais qui a encore soif de voir sa classe, prendre le pouvoir et les honneurs, comme lui en donnent droit sa richesse, son instruction et sa vigueur vitale; Guérin, homme du peuple, fusil en main, prêt à venger des siècles de mépris; et enfin Huchette, paysanne fort honorée d'être distinguée par le si gentil chevalier...

Et au centre, le bonhomme Jean-Jacques, hagard, visionnaire, prophétique, haï des uns, raillé des autres, doucement respecté ici, chaudement admiré là; un Jean-Jacques inoubliable, déchiré d'être celui qui, le cœur débordant de bonté, vient apporter la plus âpre des guerres entre les hommes.

Un seul acte bien noué, vigoureux, fouillant de clarté les hommes et les événements. Une prose rythmée, tour à tour jacobine et régence, habillant strictement les personnages. Du solide Romain Rolland.

D'ici de là, du fond du drame de frappantes analogies montent vers les jours que nous vivons comme pour nous marquer le destin... Histoire, éternel recommencement ?... Qui sait ? Mais à coup sûr, matière à sérieuses réflexions. — B. GIAUFFRET.

⁂

PANAÏT ISTRATI : *Codine.* (Rieder, Éditeur.)

Délaissant les récits haïdoucs, Panaït Istrati entreprend de conter l'enfance d'Adrien Zograffi, — la sienne. Beaucoup attendaient avec curiosité le moment où, délaissant l'épopée haïdouque, Istrati aborderait d'autres sujets; curiosité peut-être un peu maligne, mais à présent la malice peut rentrer ses griffes : l'art d'Istrati loin de perdre sa saveur de vie s'affirme dans deux maîtres récits : *Codine* et *Kir Nicolas.*

Codine, le forçat costaud, a pris en amitié le serviable petit Adrien, qui lui a appris « qu'il ne faut pas recevoir d'argent en rendant un service » et il le conduit sur le port dans la mêlée humaine voir « la vraie face du monde », — puis chez de bons amis « qui aiment sans intérêt aucun » pour le parfait attendrissement du forçat. Mais c'est dans les grands marais danubiens que l'amitié de l'homme et de l'enfant se scellera dans une scène d'une farouche beauté.

Doucement Adrien essaie de préserver l'homme des occasions de brutalité. Mais, un jour, malgré les efforts de l'enfant, Codine trompé par un frère de sang l'abat avec sauvagerie...

Puis c'est Kir Nicolas. Kir Nicolas, pâtissier sensuel, travailleur inlassable, grand cœur pitoyable. C'est auprès de lui qu'Adrien prendra le culte de l'amitié. Là encore, comme partout dans Istrati, le spectacle de la souffrance humaine portée par des hommes, et les aspects de la bonté infinie.

Codine et Kir Nicolas, deux créations inoubliables d'Istrati après Kyra, Anghel, Cosma et Florea Floritchica; beaucoup d'écrivains cotés en bourse, n'en ont pas tant, avec l'aide de leurs secrétaires. — B. G.

⁂

JACK LONDON : *Le Tourbillon* et *La Vallée de Lune* (Crès, éditeur.)

C'est une des œuvres où s'affirme le mieux le vigoureux talent populaire de Jack London.

C'est le roman de deux cœurs simples, vaillants et droits. Billy Roberts, géant blond, habile à conduire les chevaux et à distribuer les knock-out sur le ring, a rencontré Saxonne, repasseuse à la délicate beauté de Française... Montée de l'amour dans deux belles natures ardentes... Mariage... Jours de bonheur... (Ici peut-être trouverait-on quelques mièvreries qui ne sont pas à la taille de London.)

Et voici, peinte en pages inoubliables, une grève des charretiers, longue, acharnée; cortège de misères, rencontres sanglantes, représailles forcenées, furieuses chasses aux jaunes où le Billy boxeur se distingue, — un Billy violent, sentant l'alcool, qui fait trembler Saxonne et qui finit par la prison.

A la libération de Billy, Saxonne misérable, affaiblie, sent que leur bonheur ne résistera pas à l'atmosphère passionnée de la ville. Et tous deux refont le vieux rêve de « la chaumière et un cœur ». Fils des pionniers qui ont traversé la prairie à l'époque héroïque, ils écoutent l'appel de la vie renouvelée et, sac au dos, ils partent sur le trimard à travers l'immense Californie. Mer, plaines, vallées, montagnes, joies de l'air large, débauches d'exercices physiques et... d'enquêtes agricoles avant de trouver la bienheureuse « Vallée de Lune » où prospérera la ferme enchantée des Madronos.

Tous ceux qui supportent avec irritation une civilisation de plus en plus dévoratrice et décevante, liront avec plaisir l'appel à la vie naturelle de Jack London. Mais pourquoi faut-il que ce chant soit comme faussé de facilités et réussites feuilletonnesques ? C'en est fini des « Vallées de Lune » et nous ne pratiquerons pas l'évasion; il faut vivre et combattre sur notre ring étroit car les paradis terrestres se sont peuplés d'hommes avides de terres, de bestiaux et de profits. Les libres pionniers, comme Billy et Saxonne, partis pour sauver leur vie de l'emprise des « villes tentaculaires » et de l'exploitation des maîtres, n'ont pas tardé à prélever leur dîme sur le travail des épaves humaines échouées dans leur rayon et à appeler de toute leur activité la ville autour d'eux, — la ville qui couvrira de banknotes les terrains hier sans valeur. Ainsi grâce au poing vainqueur de Billy et au savoir faire gentil de Saxonne, une « Vallée de lune » entre dans le grand torrent de la *civilisation* et s'apprête à n'être plus qu'une vallée de larmes où les hommes durement lutteront les uns contre les autres. — B. G.

Nous avons reçu :

Max Eastman : *Marx, Lenin and the Science of Revolution.* (George Allen, édit., Londres).

J. Jolinon : *La Paroissienne.* 10 fr. 50. (Rieder, édit.).

P. Bessand-Massenet : *L'Attaque de Grenelle. Les communistes en 1796*, 6 fr. (Libr. Hachette.)

Miguel Bakunin : *Obras Completas*, volumen III; *Consideraciones Filosoficas*. Prologo de M. Nettlau. (Edit. de « La Protesta », Buenos-Aires.)

Groupe d'anarchistes russes à l'étranger : *Plate-forme d'organisation de l'Union générale des anarchistes.* (Projet.) (Libr. Internationale.)

LE COLLIER DE PERLES

« L'odieuse désinvolture fasciste. — Les carabiniers italiens violent la frontière française. — Les policiers français laissent faire. »

Enchaîné (communiste) du Nord. 11 décembre 1926.

FAITS ET DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 2 DÉCEMBRE. — Débat à la Chambre sur une tentative de cession du monopole des allumettes.

Angleterre : Levée de l'état dit « d'urgence nationale ».

Chine : Occupation de Fou-Tchéou par les armées cantonaises.

VENDREDI 3. — Débat au Sénat sur la ratification de la convention des 8 heures.

MARDI 7. — *U. R. S. S.* : 7e Congrès des Syndicats.

MERCREDI 8. — Conseil National confédéré des Gens de mer.

JEUDI 9. — Le Sénat ajourne la ratification de la convention des 8 heures

VENDREDI 10. — Congrès de l'Union des Cheminots révoqués.

SAMEDI 11. — Conseil fédéral des Cheminots unitaires.

DIMANCHE 12. — Assemblée des délégués des fonderies de la région parisienne. — Conseil National des Cheminots confédérés.

LUNDI 13. — L'Union des Syndicats unitaires de la région parisienne crée un bureau de chômage. — Mort de Siette, secrétaire de la Fédération confédérée des Tabacs.

Explosion d'un réservoir de chlore liquide à Saint-Auban (Basses-Alpes). 23 morts.

Italie : Turati s'enfuit à bord d'un canot automobile et se réfugie en Corse.

MARDI 14. — Meeting des Syndicats unitaires contre le chômage. — Incidents au meeting des Fonctionnaires parisiens.

MERCREDI 15.— A Lyon, des adhérents de la 3e C. G. T. saccagent les bureaux de l'Union régionale unitaire et blessent le secrétaire Revol.

Angleterre : L'Union des Gens de mer se sépare du Labour Party.

JEUDI 16. — Appel de la C. G. T. U. contre le chômage.

VENDREDI 17. — Congrès de la Fédération Unitaire de l'Eclairage.

Norvège : La Centrale syndicale jette les bases de son adhésion à Amsterdam.

DIMANCHE 19. — Congrès de la Fédération unitaire des Transports et de la Fédération unitaire des Ports et Docks. — Conseil national unitaire des Employés.

LUNDI 20. — Comité général de l'Union des Syndicats Unitaires de la région parisienne consacré au chômage.

MARDI 21. — Congrès de la Fédération des Fonctionnaires.

— Le lieutenant Rouzier est acquitté par le Conseil de guerre de Landau (Rhénanie) qui condamne ses victimes.

MERCREDI 22. — Le Conseil général des Trade-Unions confirme sa position à l'égard du Comité anglo-russe.

JEUDI 23. — A Alger, le militant Ben Lekhal est condamné à deux ans de haute surveillance.

— Conseil national de la Fédération unitaire du Bois.

Pologne : En Galicie orientale, la troupe tue trois mineurs grévistes.

Roumanie : Ajournement du procès de Boris Stéphanoff.

VENDREDI 24. — Citroën, Renault, De Dion ferment leurs usines jusqu'au lundi 3 janvier.

— Poincaré gracie les condamnés de Landau.

La C. G. T. U. et le chômage. Dans un appel, le Bureau et la Commission Exécutive de la C. G. T. U. viennent de définir leur position à l'égard de la crise de chômage dont les premiers symptômes se manifestent. Voici ce document :

Au moment où le chômage se développe rapidement apportant la misère et les privations dans les foyers prolétariens, la C. G. T. U. rappelle qu'elle n'a cessé d'avertir les masses exploitées de l'imminence de la crise et d'en dénoncer les responsables.

La Finance et le Haut Patronat, servis par les gouvernements successifs, ont réalisé, pendant et après la guerre, des bénéfices formidables sur le labeur de la classe ouvrière.

Les gouvernements de Poincaré-la-Guerre à Poincaré-Herriot-le-Chômage, ont livré, par l'emprunt et l'inflation, la devise française à la spéculation internationale. Pour payer les frais de telles opérations, un Parlement muselé a voté sans protester des impôts accablants pour les pauvres, légers pour les riches.

Les forbans de la Finance, après avoir joué la vie des travailleurs dans la spéculation à la baisse du franc, ramassent des milliards dans la revalorisation, une des causes de la crise actuelle.

Les capitaines d'industrie, requins de grands conseils d'administration, malgré leurs plaintes trop sonores, se réjouissent de la crise économique, en accentuent les effets par des licenciements prématurés et sans contrôle. Ils espèrent ainsi accaparer encore une plus large part de la production par la disparition des entreprises moins favorisées. Ils cherchent également la diminution du prix de revient, en forçant un prolétariat contraint au chômage à accepter la réduction des salaires.

Les résultats s'inscrivent pour le prolétariat par un accroissement inouï des charges, par une augmentation incessante du coût de la vie et des salaires de famine. Cela ne suffit pas aux exploiteurs capitalistes, il leur faut encore diminuer par le chômage et la faim ses conditions d'existence cependant insuffisantes et précaires.

La C. G. T. U. appelle les travailleurs à relever le défi. Déjà, dans les diverses organisations qui la composent, des mesures immédiates ont été prises, mais une action d'ensemble coordonnée et vigoureuse s'impose.

La lutte des organisations unitaires contre le chômage sera appuyée sur les directives suivantes comprenant l'ensemble des revendications indispensables :

1° Organisation des chômeurs par les Unions locales en accord avec les Syndicats intéressés :

2° Droit au travail pour tous ;

3° Contrôle ouvrier de la production pour combattre le débauchage provoqué par la seule volonté patronale en vue du réembauchage à des conditions inférieures ;

4° Application intégrale des huit heures sans dérogations, de la semaine de 44 heures ou à une durée moindre, sans diminution des salaires ;

5° Respect du repos hebdomadaire, inappliqué en maintes circonstances ;

6° Interdiction de fermer les entreprises et ouverture de chantiers de travaux publics ;

7° Arrêt de l'immigration collective organisée par le patronat et les pouvoirs publics comme moyen de concurrence sur le Marché du Travail ;

8° Paiement aux chômeurs de secours sur la base du salaire vital permettant d'assurer leur subsistance et celle de leur famille ;

9° Exonération de tous impôts directs et du paiement des loyers au profit des sans travail.

De telles revendications s'adressent à tous les travailleurs sans distinction de tendance ; les Syndicats Unitaires les U. L. et les U. R. plaçant une fois de plus les chefs confédérés en face de leurs responsabilités, appelleront à l'unité d'action contre le chômage les Syndicats de la C. G. T. Nul doute que le péril commun ne permette de

rapprocher les uns des autres les Syndicats qui, ayant les mêmes devoirs, sauront unir leurs moyens pour être les plus forts.

En appelant les prolétaires, victimes du capitalisme, à s'organiser sur un tel programme de revendications précises, la C. G. T. U. et ses Syndicats prouveront qu'ils sont les véritables défenseurs de la classe ouvrière. Contre leur action commune se dresseront les adversaires du prolétariat, les capitalistes et leurs serviteurs, mais la ténacité et l'esprit de classe des travailleurs leur assureront la victoire. *La C. G. T. U.*

***

Sous le signe de la trique.

La 3[e] C. G. T. vient de célébrer sa naissance par une action d'éclat. C'est sous le signe de la trique qu'elle a été conçue, c'est sous le signe de la trique qu'elle est née, c'est sous le signe de la trique qu'elle végétera. On a vu ses hommes à l'œuvre et on sait ce qu'ils valent et ce qu'ils peuvent faire. Mais les incidents de Lyon nous fournissent l'occasion de reproduire l'article dans lequel un « autonome » Bastien, d'Amiens, a donné sa pensée sur la 3[e] C. G. T.; nous n'avions pu reproduire cet article dans notre numéro de décembre.

Je reviens de Lyon — écrit Bastien (Germinal, 26 *nov.*) *— où j'ai assisté au Congrès des syndicats autonomes. Congrès des autonomes, c'est une façon de parler, car les organisateurs sont aussi loin du fédéralisme véritable et de l'autonomie des syndicats que les deux autres C. G. T. Ils s'étaient réfugiés dans l'autonomie, mais avaient gardé le désir, eux aussi, d'avoir une centrale syndicale, à eux.*

Ma première impression, en arrivant, fut que ce congrès n'était pas l'émanation de la volonté des syndicats autonomes, mais celle de quelques organisateurs qui veulent fonder une C. G. T., en partant d'en haut, mieux même, que c'était l'A. I. T., internationale syndicale de Berlin, qui avait décidé ce congrès dans le désir d'ajouter une centrale de plus à sa couronne, cette centrale fût-elle de dixième grandeur.

En effet : 88 syndicats représentés, dont une bonne trentaine du bâtiment. La Fédération du bâtiment avait organisé son congrès dans la même ville, les deux jours précédents. Un nombre à peu près semblable de syndicats de l'Union locale autonome du Rhône. Le reste, presque rien, sept ou huit délégués venus d'ailleurs.

Huart et d'autres firent des affirmations de leur esprit fédéraliste. Ils acceptaient de donner le principal rôle aux Unions locales et régionales. Affirmations purement gratuites, car tout dans leurs statuts est la copie des autres C. G. T. Si cet organisme fonctionne jamais, ce que je ne souhaite pas, on y verra fleurir la politicaillerie de congrès, la pêche aux mandats, la lutte pour les places, bref, tout ce que nous reprochons aux deux autres C. G. T., tout ce qui a dégoûté tant de travailleurs pourtant bien intentionnés.

Leur esprit centraliste éclata d'une façon concrète quand on aborda le chapitre des cotisations. La commission proposait 50 centimes par mois et par syndiqué pour la C. G. T., 1,25 pour les Fédérations, 0,10 pour les Unions régionales et 0,15 pour les Unions locales. Après avoir affirmé qu'Unions locales et régionales seraient les « cellules » du nouvel organisme, et les fédérations de simples bureaux techniques, statistiques, etc., voilà ce qu'ils apportaient comme moyens de réalisation!

Je me hâte d'ajouter que cette fois un certain nombre de délégués regimbèrent et trouvèrent singulier ce fédéralisme, par lequel l'organisme central allait décider des obligations et impositions pour les organismes situés au-dessous, alors que dans les autres C. G. T., on laisse libres Fédérations, Unions régionales ou autres de déterminer elles-mêmes leur cotisation.

Et ils ne sont pas centralistes! Qu'est-ce qu'il leur faut, alors pour l'être ? Je le leur ai fait observer. Et je n'ai point été populaire à ce moment-là! Toutes vérités ne sont pas toujours bonnes à dire.

ENTRE NOUS

Nous voici partis pour la *R. P.* tous les quinze jours. Ce premier numéro de la nouvelle série n'est pas tel que nous l'aurions souhaité. Nous avions et nous avons encore des études sur le marbre. Si bien que nous n'avons pu faire aux rubriques la place dont elles ont besoin. Nous la leur ferons.

Chaque quinzaine, Louzon donnera ses « Notes économiques », Monatte son « Carnet du Sauvage », Chambelland et les camarades de la Ligue Syndicaliste leur rubrique de la « Renaissance du Syndicalisme ». Nous ne négligerons pas les « Lettres de l'Internationale »; nous ouvrirons, grâce à un camarade qui a bien voulu se charger de dépouiller la presse russe, une rubrique « Choses de Russie » où les faits parleront d'eux-mêmes.

Les grandes études ne seront pas sacrifiées. Chaque numéro en contiendra une. Des monographies sont en train de plusieurs côtés. Jacquet en prépare une sur les vignerons du Beaujolais, Thévenon sur les mineurs de la Loire, Allot sur les pêcheurs bretons, de Groote sur les ouvriers du Faubourg.

Nous serons probablement à l'étroit dans nos seize pages. Comme l'était Pelloutier dans son *Ouvrier des Deux Mondes*, qui ne comptait aussi que seize pages, de notre format, et qui ne paraissait que mensuellement.

Pour répondre à Sémard.

C'est un militant d'Ugine qui a trouvé cette formule. « Pour répondre à Sémard », écrit-il, envoyez-moi désormais dix exemplaires de chaque numéro que je vendrai dans mon entourage.

D'autres camarades joignent au montant de leur renouvellement, qui 5 francs, qui 10 francs, qui 20 francs, en disant chaque fois que c'est pour riposter à la nouvelle offensive qui se dessine contre la *R. P.*

« Pour répondre à Sémard », envoyez-nous des souscriptions, demandez-nous des numéros pour la vente, dressez-nous des listes d'abonnés possibles.

Un mot aux « possibles ».

Nous envoyons ce numéro à une centaine de « possibles » dont les adresses nous ont été fournies par des camarades après lecture du Classement du mois dernier.

Certains « possibles » trouvent la méthode cavalière et brutale. Le recouvrement qui suit au bout de l'envoi de deux numéros, quand le deuxième n'a pas été retourné ou quand on ne nous a pas écrit qu'on ne désirait pas s'abonner, est estimé choquant.

Camarades indiqués comme abonnés possibles, laissez-nous vous dire que cette méthode n'a pas été imaginée par nous, que nous l'avons empruntée à de bons psychologues qui savaient que de la décision de s'abonner au geste de passer à la poste prendre un mandat il y a souvent de la marge. C'est pour éviter aux négligents de passer à la poste que nous envoyons le facteur chez eux. Combien nous préférerions n'avoir pas à le faire, quel travail et quels frais cela nous épargnerait !

Renouvelez! renouvelez!

Dépêchez-vous, les camarades dont l'abonnement est expiré en décembre, de nous envoyer votre renouvellement.

N'oubliez pas que le prix de l'abonnement a été porté à 30 francs l'an et à 16 francs pour six mois. Quelques-uns, par distraction sans doute, nous ont envoyé seulement 25 francs; un, même, 20 francs. Hâtez-vous et profitez de l'occasion pour nous écrire, pour nous faire vos remarques et vos suggestions. Même si vous avez des critiques à formuler, surtout si vous avez des critiques, ne les gardez pas sur le cœur.

Le gérant : V. GODONNÈCHE.

Paris. — Imp. Nouvelle (Ass. ouv.), 11, rue Cadet. Téléphone Gut. 30-79.

J. Amilcar, directeur. — 2261-12-26.